



GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG

Représentation permanente
auprès des Nations unies à Genève

**18^e Session spéciale du Conseil des Droits de l'homme
sur la situation des droits de l'homme en Syrie
(2 décembre 2011)**

**Intervention du Luxembourg, prononcée par M. Jean FEYDER,
Représentant permanent**

Madame la Présidente,

Le Luxembourg s'associe à la déclaration prononcée par la Pologne au nom de l'Union européenne.

Le Luxembourg s'est joint à 71 pays de différentes régions du monde pour demander la tenue de cette nouvelle session spéciale.

Ces derniers mois, de multiples appels de la communauté internationale ont été lancés aux autorités syriennes, afin qu'elles mettent fin à la violence et à la répression contre leur population civile et qu'elles assument enfin toute leur responsabilité et leur devoir de protection de leur propre population. Il faut malheureusement constater que ces appels sont restés lettre morte, et pire, que le régime syrien a choisi d'intensifier la brutalité de la répression. Selon la Haut-Commissaire, plus de 4000 personnes auraient été tuées depuis le début des contestations en mars dernier.

Si bon nombre d'intervenants qui m'ont précédé l'ont déjà relevé, j'estime utile de rappeler l'ampleur des exactions commises à l'encontre de la population civile syrienne et figurant dans le rapport accablant de la Commission d'enquête internationale : il est fait état d'exécutions sommaires, d'arrestations arbitraires, de disparitions forcées et de tortures. Ce rapport reconferme dès lors les violations massives des droits de l'homme perpétrées par les militaires syriens et les forces de l'ordre depuis près de neuf mois. La répression orchestrée par le pouvoir, qui n'épargne ni les femmes, ni les enfants, a atteint un niveau d'horreur insoutenable et s'apparente désormais, selon la Commission d'enquête, à des « crimes contre l'humanité ».

Madame la Présidente,

Il y va aussi de la protection des plus vulnérables. A ce jour, on estime à quelque 1,5 million, le nombre de Syriens qui ont besoin d'une aide alimentaire et à trois millions, les Syriens affectés par la répression. Le nombre de déplacés fuyant les atrocités ne cesse de croître.

Pour toutes ces raisons, il est de la responsabilité du Conseil des droits de l'homme d'agir résolument et sans délai. Le Luxembourg souhaite que le Conseil adopte par consensus le projet de résolution qui lui est soumis aujourd'hui, afin d'envoyer un message fort et univoque aux autorités syriennes et de se montrer solidaire avec la population syrienne qui se bat chaque jour pour plus de dignité, plus de liberté, plus de démocratie.